

Journal officiel de l'Union européenne

L 266



Édition
de langue française

Législation

61^e année
24 octobre 2018

Sommaire

I Actes législatifs

- ★ **Adoption définitive (UE, Euratom) 2018/1577 du budget rectificatif n° 4 de l'Union européenne pour l'exercice 2018** 1

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en euros, sauf indication contraire.

Les recettes éventuelles prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 3, du règlement financier, inscrites aux titres 5 et 6 de l'état des recettes, peuvent donner lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires à inscrire aux lignes qui ont supporté la dépense initiale ayant donné lieu aux recettes correspondantes.

Les chiffres de l'exécution renvoient à tous les crédits autorisés, y compris les crédits budgétaires, les crédits supplémentaires et les recettes affectées.

Les commentaires budgétaires sont applicables uniquement s'ils ne modifient pas ou n'étendent pas le champ d'application d'une base légale existante, s'ils n'affectent pas l'autonomie administrative des institutions et s'ils peuvent être couverts par des ressources disponibles (comme indiqué à l'annexe de la lettre d'exécutabilité du 28 octobre 2015).

I

(Actes législatifs)

ADOPTION DÉFINITIVE (UE, Euratom) 2018/1577**du budget rectificatif n° 4 de l'Union européenne pour l'exercice 2018**

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 314, paragraphe 4, point a), et son article 314, paragraphe 9,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 106 bis,

vu la décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne ⁽¹⁾,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil ⁽²⁾,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 ⁽³⁾,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013 du Conseil du 2 décembre 2013 fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 ⁽⁴⁾,

vu l'accord interinstitutionnel du 2 décembre 2013 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière ⁽⁵⁾,

vu le budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2018, définitivement adopté le 30 novembre 2017 ⁽⁶⁾,

vu le projet de budget rectificatif n° 4 de l'Union européenne pour l'exercice 2018, adopté par la Commission le 31 mai 2018,

vu la position sur le projet de budget rectificatif n° 4/2018, adoptée par le Conseil le 4 septembre 2018 et transmise au Parlement européen le lendemain,

vu l'approbation de la position du Conseil par le Parlement le 11 septembre 2018,

vu les articles 88 et 91 du règlement intérieur du Parlement européen,

CONSTATE:

Article unique

La procédure prévue à l'article 314 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est achevée et le budget rectificatif n° 4 de l'Union européenne pour l'exercice 2018 est définitivement adopté.

Fait à Strasbourg, le 11 septembre 2018.

Le président
A. TAJANI

⁽¹⁾ JO L 168 du 7.6.2014, p. 105.

⁽²⁾ JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

⁽³⁾ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 884.

⁽⁵⁾ JO C 373 du 20.12.2013, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 57 du 28.2.2018.

BUDGET RECTIFICATIF N° 4 POUR L'EXERCICE 2018

SOMMAIRE

Page

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. Introduction et financement du budget général	3
B. État général des recettes par ligne budgétaire	12
— Titre 1: Ressources propres	13

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

Section III: Commission	17
— Dépenses	18
— Titre 13: Politique régionale et urbaine	21

A. INTRODUCTION ET FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

Crédits à couvrir pendant l'exercice 2018, conformément à l'article 1er de la décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne

DÉPENSES

Description	Budget 2018 ⁽¹⁾	Budget 2017 ⁽²⁾	Variation (en %)
1. Croissance intelligente et inclusive	66 624 486 101	49 393 819 321	+ 34,88
2. Croissance durable: ressources naturelles	56 083 793 633	54 120 940 747	+ 3,63
3. Sécurité et citoyenneté	2 980 707 175	3 224 307 287	- 7,56
4. L'Europe dans le monde	8 906 075 154	9 055 843 969	- 1,65
5. Administration	9 666 318 627	9 394 599 816	+ 2,89
6. Compensations	p.m.	p.m.	—
Instruments spéciaux	551 238 311	1 581 200 013	- 65,14
Total des dépenses ⁽³⁾	144 812 619 001	126 770 711 153	+ 14,23

(¹) Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2018 (JO L 57 du 28.2.2018, p. 1) augmenté des budgets rectificatifs n^{os} 1 à 4/2018.
(²) Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2017 (JO L 51 du 28.2.2017, p. 1) augmenté des budgets rectificatifs n^{os} 1 à 6/2017.
(³) Le troisième alinéa de l'article 310, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».

RECETTES

Description	Budget 2018 ⁽¹⁾	Budget 2017 ⁽²⁾	Variation (en %)
Recettes diverses (titres 4 à 9)	1 848 645 936	4 882 392 898	- 62,14
Excédent disponible de l'exercice précédent (chapitre 3 0, article 3 0 0)	555 542 325	6 404 529 791	- 91,33
Reversement de l'excédent du Fonds de garantie relatif aux actions extérieures (chapitre 3 0, article 3 0 2)	p.m.	p.m.	—
Soldes nets des ressources propres provenant de la TVA et des ressources propres fondées sur le PNB/RNB relatif aux exercices antérieurs (chapitres 3 1, 3 2 et 3 3)	p.m.	p.m.	—
Total des recettes des titres 3 à 9	2 404 188 261	11 286 922 689	- 78,70
Montant net des droits de douane et des cotisations dans le secteur du sucre (chapitres 1 1 et 1 2)	22 844 000 000	20 507 300 000	+ 11,39
Ressource propre «TVA» au taux uniforme (tableaux 1 et 2, chapitre 1 3)	17 249 560 050	16 620 148 350	+ 3,79
Reste à financer par la ressource complémentaire (ressource propre «RNB», tableau 3, chapitre 1 4)	102 314 870 690	78 356 340 114	+ 30,58
Crédits à couvrir par les ressources propres visées à l'article 2 de la décision 2014/335/UE, Euratom ⁽³⁾	142 408 430 740	115 483 788 464	+ 23,31
Total des recettes ⁽⁴⁾	144 812 619 001	126 770 711 153	+ 14,23
<p>⁽¹⁾ Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2018 (JO L 57 du 28.2.2018, p. 1) augmenté des budgets rectificatifs n^{os} 1 à 4/2018.</p> <p>⁽²⁾ Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux du budget de l'exercice 2017 (JO L 51 du 28.2.2017, p. 1) augmenté des projets de budgets rectificatifs n^{os} 1 à 6/2017.</p> <p>⁽³⁾ Les ressources propres pour le budget 2018 sont déterminées sur la base des prévisions budgétaires adoptées lors de la 169^e réunion du comité consultatif des ressources propres du 19 mai 2017.</p> <p>⁽⁴⁾ Le troisième alinéa de l'article 310, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que «le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses».</p>			

TABLEAU 1

Calcul de l'écrêtement des assiettes harmonisées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2014/335/UE, Euratom

État membre	1 % de l'assiette TVA non écrêtée	1 % du revenu national brut	Taux d'écrêtement (en %)	1 % du revenu national brut multiplié par le taux d'écrêtement	1 % de l'assiette «TVA» écrêtée ⁽¹⁾	États membres dont l'assiette «TVA» est écrêtée
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Belgique	1 875 386 000	4 450 833 000	50	2 225 416 500	1 875 386 000	
Bulgarie	238 743 000	503 702 000	50	251 851 000	238 743 000	
République tchèque	732 794 000	1 792 468 000	50	896 234 000	732 794 000	
Danemark	1 140 616 000	3 048 528 000	50	1 524 264 000	1 140 616 000	
Allemagne	13 953 667 000	33 995 907 000	50	16 997 953 500	13 953 667 000	
Estonie	119 112 000	230 792 000	50	115 396 000	115 396 000	Estonie
Irlande	860 539 000	2 431 496 000	50	1 215 748 000	860 539 000	
Grèce	740 156 000	1 882 276 000	50	941 138 000	740 156 000	
Espagne	5 294 283 000	12 003 612 000	50	6 001 806 000	5 294 283 000	
France	10 445 711 000	23 880 801 000	50	11 940 400 500	10 445 711 000	
Croatie	299 825 000	483 272 000	50	241 636 000	241 636 000	Croatie
Italie	6 653 984 000	17 500 853 000	50	8 750 426 500	6 653 984 000	
Chypre	125 263 000	185 558 000	50	92 779 000	92 779 000	Chypre
Lettonie	113 835 000	279 697 000	50	139 848 500	113 835 000	
Lituanie	175 208 000	411 930 000	50	205 965 000	175 208 000	
Luxembourg	282 492 000	394 697 000	50	197 348 500	197 348 500	Luxembourg
Hongrie	525 608 000	1 239 469 000	50	619 734 500	525 608 000	
Malte	71 317 000	104 602 000	50	52 301 000	52 301 000	Malte
Pays-Bas	3 133 325 000	7 354 650 000	50	3 677 325 000	3 133 325 000	
Autriche	1 730 418 000	3 720 154 000	50	1 860 077 000	1 730 418 000	
Pologne	1 992 720 000	4 681 410 000	50	2 340 705 000	1 992 720 000	
Portugal	964 881 000	1 933 791 000	50	966 895 500	964 881 000	
Roumanie	686 064 000	1 874 072 000	50	937 036 000	686 064 000	
Slovénie	200 037 000	429 322 000	50	214 661 000	200 037 000	
Slovaquie	300 056 000	865 923 000	50	432 961 500	300 056 000	
Finlande	962 168 000	2 268 419 000	50	1 134 209 500	962 168 000	
Suède	2 144 162 000	5 044 851 000	50	2 522 425 500	2 144 162 000	
Royaume-Uni	11 550 289 000	24 483 615 000	50	12 241 807 500	11 550 289 000	
Total	67 312 659 000	157 476 700 000		78 738 350 000	67 114 110 500	

(1) L'assiette à prendre en compte n'excède pas 50 % du RNB.

TABLEAU 2

Répartition des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2014/335/UE, Euratom (chapitre 1 3)

État membre	1 % de l'assiette «TVA» écartée	Taux uniforme de la ressource propre «TVA» (en %)	Ressource propre «TVA» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)
Belgique	1 875 386 000	0,30	562 615 800
Bulgarie	238 743 000	0,30	71 622 900
République tchèque	732 794 000	0,30	219 838 200
Danemark	1 140 616 000	0,30	342 184 800
Allemagne	13 953 667 000	0,15	2 093 050 050
Estonie	115 396 000	0,30	34 618 800
Irlande	860 539 000	0,30	258 161 700
Grèce	740 156 000	0,30	222 046 800
Espagne	5 294 283 000	0,30	1 588 284 900
France	10 445 711 000	0,30	3 133 713 300
Croatie	241 636 000	0,30	72 490 800
Italie	6 653 984 000	0,30	1 996 195 200
Chypre	92 779 000	0,30	27 833 700
Lettonie	113 835 000	0,30	34 150 500
Lituanie	175 208 000	0,30	52 562 400
Luxembourg	197 348 500	0,30	59 204 550
Hongrie	525 608 000	0,30	157 682 400
Malte	52 301 000	0,30	15 690 300
Pays-Bas	3 133 325 000	0,15	469 998 750
Autriche	1 730 418 000	0,30	519 125 400
Pologne	1 992 720 000	0,30	597 816 000
Portugal	964 881 000	0,30	289 464 300
Roumanie	686 064 000	0,30	205 819 200
Slovénie	200 037 000	0,30	60 011 100
Slovaquie	300 056 000	0,30	90 016 800
Finlande	962 168 000	0,30	288 650 400
Suède	2 144 162 000	0,15	321 624 300
Royaume-Uni	11 550 289 000	0,30	3 465 086 700
Total	67 114 110 500		17 249 560 050

TABLEAU 3

Détermination du taux uniforme et répartition des ressources fondées sur le revenu national brut conformément à l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2014/335/UE, Euratom (chapitre 1 4)

État membre	1 % du revenu national brut	Taux uniforme de la ressource propre «assiette complémentaire»	Ressource propre «assiette complémentaire» au taux uniforme
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)
Belgique	4 450 833 000		2 891 770 039
Bulgarie	503 702 000		327 262 414
République tchèque	1 792 468 000		1 164 592 169
Danemark	3 048 528 000		1 980 672 367
Allemagne	33 995 907 000		22 087 628 385
Estonie	230 792 000		149 948 873
Irlande	2 431 496 000		1 579 777 826
Grèce	1 882 276 000		1 222 941 715
Espagne	12 003 612 000		7 798 918 885
France	23 880 801 000		15 515 698 934
Croatie	483 272 000		313 988 750
Italie	17 500 853 000		11 370 555 210
Chypre	185 558 000		120 559 694
Lettonie	279 697 000	0,6 497 143 (!)	181 723 153
Lituanie	411 930 000		267 636 829
Luxembourg	394 697 000		256 440 302
Hongrie	1 239 469 000		805 300 787
Malte	104 602 000		67 961 420
Pays-Bas	7 354 650 000		4 778 421 593
Autriche	3 720 154 000		2 417 037 412
Pologne	4 681 410 000		3 041 579 223
Portugal	1 933 791 000		1 256 411 749
Roumanie	1 874 072 000		1 217 611 458
Slovénie	429 322 000		278 936 661
Slovaquie	865 923 000		562 602 593
Finlande	2 268 419 000		1 473 824 360
Suède	5 044 851 000		3 277 712 053
Royaume-Uni	24 483 615 000		15 907 355 836
Total	157 476 700 000		102 314 870 690

(!) Calcul du taux: $(102\,314\,870\,690) / (157\,476\,700\,000) = 0,649\,714\,343\,074\,245$.

TABLEAU 4

Calcul de la réduction brute de la contribution «RNB» accordée au Danemark, aux Pays-Bas et à la Suède et son financement, conformément à l'article 2, paragraphe 5, de la décision 2014/335/UE, Euratom (chapitre 1 6)

État membre	Réduction brute	Parts dans les assiettes «RNB»	Clé RNB appliquée à la réduction brute	Financement de la réduction
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (3)
Belgique		2,83	31 084 353	31 084 353
Bulgarie		0,32	3 517 825	3 517 825
République tchèque		1,14	12 518 490	12 518 490
Danemark	- 141 559 436	1,94	21 290 739	- 120 268 697
Allemagne		21,59	237 425 396	237 425 396
Estonie		0,15	1 611 838	1 611 838
Irlande		1,54	16 981 424	16 981 424
Grèce		1,20	13 145 704	13 145 704
Espagne		7,62	83 832 514	83 832 514
France		15,16	166 782 096	166 782 096
Croatie		0,31	3 375 143	3 375 143
Italie		11,11	122 224 918	122 224 918
Chypre		0,12	1 295 926	1 295 926
Lettonie		0,18	1 953 387	1 953 387
Lituanie		0,26	2 876 895	2 876 895
Luxembourg		0,25	2 756 540	2 756 540
Hongrie		0,79	8 656 378	8 656 378
Malte		0,07	730 534	730 534
Pays-Bas	- 756 798 522	4,67	51 364 437	- 705 434 085
Autriche		2,36	25 981 335	25 981 335
Pologne		2,97	32 694 690	32 694 690
Portugal		1,23	13 505 482	13 505 482
Roumanie		1,19	13 088 408	13 088 408
Slovénie		0,27	2 998 359	2 998 359
Slovaquie		0,55	6 047 555	6 047 555
Finlande		1,44	15 842 504	15 842 504
Suède	- 201 449 966	3,20	35 232 940	- 166 217 026
Royaume-Uni		15,55	170 992 114	170 992 114
Total	- 1 099 807 924	100,00	1 099 807 924	0

TABLEAU 5

Correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 2017, conformément à l'article 4 de la décision 2014/335/UE, Euratom (chapitre 1 5)

Description	Coefficient ⁽¹⁾ (%)	Montant
1. Part du Royaume-Uni (en %) dans l'assiette «TVA» non écrêtée indicative	17,1194	
2. Part du Royaume-Uni (en %) dans le total des dépenses réparties, ajusté des dépenses liées à l'élargissement	7,4429	
3. (1) – (2)	9,6765	
4. Total des dépenses réparties		118 550 222 885
5. Dépenses liées à l'élargissement ⁽²⁾		25 135 292 635
6. Total des dépenses réparties, ajusté des dépenses liées à l'élargissement = (4) – (5)		93 414 930 250
7. Montant initial de la correction britannique = (3) × (6) × 0,66		5 965 942 623
8. Avantage du Royaume-Uni ⁽³⁾		1 019 406 910
9. Correction de base en faveur du Royaume-Uni = (7) – (8)		4 946 535 713
10. Gains exceptionnels provenant des ressources propres traditionnelles ⁽⁴⁾		– 45 769 948
11. Correction en faveur du Royaume-Uni = (9) – (10)		4 992 305 660
<p>⁽¹⁾ Chiffres arrondis.</p> <p>⁽²⁾ Le montant des dépenses liées à l'élargissement correspond au total des dépenses réparties dans treize États membres (qui ont adhéré à l'Union après le 30 avril 2004), sauf pour les paiements agricoles directs et les dépenses liées au marché, ainsi que la partie des dépenses de développement rural provenant de la section «Garantie» du FEOGA.</p> <p>⁽³⁾ L'avantage du Royaume-Uni correspond aux effets découlant, pour le Royaume-Uni, du passage à la TVA écrêtée et de l'introduction de la ressource propre fondée sur le PNB/RNB.</p> <p>⁽⁴⁾ Ces gains exceptionnels correspondent aux gains nets résultant pour le Royaume-Uni de l'augmentation — de 10 à 20 % au 1^{er} janvier 2014 — du pourcentage des ressources propres traditionnelles conservé par les États membres pour couvrir les frais de perception des ressources propres traditionnelles (RPT).</p>		

TABLEAU 6

Calcul du financement de la correction en faveur du Royaume-Uni arrêtee à – 4 992 305 660 EUR (chapitre 1 5)

État membre	Parts dans les assiettes «RNB»	Parts sans le Royaume-Uni	Parts sans l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni	Trois quarts de la part de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suède dans la colonne (2)	Colonne (4) répartie selon la clé de la colonne (3)	Clé de financement	Clé de financement appliquée à la correction
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) + (4) + (5)	(7)
Belgique	2,83	3,35	5,37		1,52	4,86	242 848 053
Bulgarie	0,32	0,38	0,61		0,17	0,55	27 483 181
République tchèque	1,14	1,35	2,16		0,61	1,96	97 801 325
Danemark	1,94	2,29	3,68		1,04	3,33	166 334 951
Allemagne	21,59	25,56	0,00	– 19,17	0,00	6,39	319 035 307
Estonie	0,15	0,17	0,28		0,08	0,25	12 592 561
Irlande	1,54	1,83	2,93		0,83	2,66	132 668 215
Grèce	1,20	1,42	2,27		0,64	2,06	102 701 463
Espagne	7,62	9,03	14,48		4,09	13,12	654 945 669
France	15,16	17,96	28,81		8,14	26,10	1 302 993 398
Croatie	0,31	0,36	0,58		0,16	0,53	26 368 472
Italie	11,11	13,16	21,12		5,97	19,13	954 888 235
Chypre	0,12	0,14	0,22		0,06	0,20	10 124 487
Lettonie	0,18	0,21	0,34		0,10	0,31	15 260 935
Lituanie	0,26	0,31	0,50		0,14	0,45	22 475 882
Luxembourg	0,25	0,30	0,48		0,13	0,43	21 535 609
Hongrie	0,79	0,93	1,50		0,42	1,35	67 628 382
Malte	0,07	0,08	0,13		0,04	0,11	5 707 334
Pays-Bas	4,67	5,53	0,00	– 4,15	0,00	1,38	69 019 868
Autriche	2,36	2,80	0,00	– 2,10	0,00	0,70	34 911 864
Pologne	2,97	3,52	5,65		1,60	5,12	255 428 883
Portugal	1,23	1,45	2,33		0,66	2,11	105 512 244
Roumanie	1,19	1,41	2,26		0,64	2,05	102 253 833
Slovénie	0,27	0,32	0,52		0,15	0,47	23 424 831
Slovaquie	0,55	0,65	1,04		0,30	0,95	47 246 822
Finlande	1,44	1,71	2,74		0,77	2,48	123 770 345
Suède	3,20	3,79	0,00	– 2,84	0,00	0,95	47 343 511
Royaume-Uni	15,55	0,00	0,00		0,00	0,00	0
Total	100,00	100,00	100,00	– 28,26	28,26	100,00	4 992 305 660

Les calculs sont effectués avec une précision de quinze décimales.

TABLEAU 7
Récapitulatif du financement (1) du budget général par type de ressource propre et par État membre

État membre	Ressources propres traditionnelles (RPT)					Ressources propres «TVA» et «RNB», ajustements compris					Total des ressources propres (2)
	Cotisations nettes dans le secteur du sucre (80 %)	Droits de douane nets (80 %)	Total des ressources propres traditionnelles nettes (80 %)	Frais de perception (20 % des RPT brutes) (p.m.)	Ressource propre «TVA»	Ressource propre «RNB»	Réduction en faveur du Danemark, des Pays-Bas et de la Suède	Correction britannique	Total des «con-tributions nationales» (9) = (5) + (6) + (7) + (8)	Part dans le total des «con-tributions nationales» (en %) (10)	
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (3) + (9)
Belgique	p.m.	2 473 200 000	2 473 200 000	618 300 000	562 615 800	2 891 770 039	31 084 353	242 848 053	3 728 318 245	3,12	6 201 518 245
Bulgarie	p.m.	88 100 000	88 100 000	22 025 000	71 622 900	327 262 414	3 517 825	27 483 181	429 886 320	0,36	517 986 320
République tchèque	p.m.	287 500 000	287 500 000	71 875 000	219 838 200	1 164 592 169	12 518 490	97 801 325	1 494 750 184	1,25	1 782 250 184
Danemark	p.m.	377 700 000	377 700 000	94 425 000	342 184 800	1 980 672 367	- 120 268 697	166 334 951	2 368 923 421	1,98	2 746 623 421
Allemagne	p.m.	4 731 600 000	4 731 600 000	1 182 900 000	2 093 050 050	22 087 628 385	237 425 396	319 035 307	24 737 139 138	20,69	29 468 739 138
Estonie	p.m.	32 900 000	32 900 000	8 225 000	34 618 800	149 948 873	1 611 838	12 592 561	198 772 072	0,17	231 672 072
Irlande	p.m.	305 400 000	305 400 000	76 350 000	258 161 700	1 579 777 826	16 981 424	132 668 215	1 987 589 165	1,66	2 292 989 165
Grèce	p.m.	177 100 000	177 100 000	44 275 000	222 046 800	1 222 941 715	13 145 704	102 701 463	1 560 835 682	1,31	1 737 935 682
Espagne	p.m.	1 712 500 000	1 712 500 000	428 125 000	1 588 284 900	7 798 918 885	83 832 514	654 945 669	10 125 981 968	8,47	11 838 481 968
France	p.m.	1 749 800 000	1 749 800 000	437 450 000	3 133 713 300	15 515 698 934	166 782 096	1 302 993 398	20 119 187 728	16,83	21 868 987 728
Croatie	p.m.	52 600 000	52 600 000	13 150 000	72 490 800	313 988 750	3 375 143	26 368 472	416 223 165	0,35	468 823 165
Italie	p.m.	2 095 900 000	2 095 900 000	523 975 000	1 996 195 200	11 370 555 210	122 224 918	954 888 235	14 443 863 563	12,08	16 539 763 563
Chypre	p.m.	21 900 000	21 900 000	5 475 000	27 833 700	120 559 694	1 295 926	10 124 487	159 813 807	0,13	181 713 807
Lettonie	p.m.	48 000 000	48 000 000	12 000 000	34 150 500	181 723 153	1 953 387	15 260 935	233 087 975	0,19	281 087 975
Lituanie	p.m.	87 400 000	87 400 000	21 850 000	52 562 400	267 636 829	2 876 895	22 475 882	345 552 006	0,29	432 952 006
Luxembourg	p.m.	22 000 000	22 000 000	5 500 000	59 204 550	256 440 302	2 756 540	21 535 609	339 937 001	0,28	361 937 001
Hongrie	p.m.	157 000 000	157 000 000	39 250 000	157 682 400	805 300 787	8 656 378	67 628 382	1 039 267 947	0,87	1 196 267 947
Malte	p.m.	13 200 000	13 200 000	3 300 000	15 690 300	67 961 420	730 534	5 707 334	90 089 588	0,08	103 289 588
Pays-Bas	p.m.	2 746 600 000	2 746 600 000	686 650 000	469 998 750	4 778 421 593	- 705 434 085	69 019 868	4 612 006 126	3,86	7 358 606 126
Autriche	p.m.	221 100 000	221 100 000	55 275 000	519 125 400	2 417 037 412	25 981 335	34 911 864	2 997 056 011	2,51	3 218 156 011
Pologne	p.m.	705 200 000	705 200 000	176 300 000	597 816 000	3 041 579 223	32 694 690	255 428 883	3 927 518 796	3,28	4 632 718 796
Portugal	p.m.	154 700 000	154 700 000	38 675 000	289 464 300	1 256 411 749	13 505 482	105 512 244	1 664 893 775	1,39	1 819 593 775
Roumanie	p.m.	162 200 000	162 200 000	40 550 000	205 819 200	1 217 611 458	13 088 408	102 253 833	1 538 772 899	1,29	1 700 972 899
Slovenie	p.m.	77 400 000	77 400 000	19 350 000	60 011 100	278 936 661	2 998 359	23 424 831	365 370 951	0,31	442 770 951
Slovaquie	p.m.	105 300 000	105 300 000	26 325 000	90 016 800	562 602 593	6 047 555	47 246 822	705 913 770	0,59	811 213 770
Finlande	p.m.	154 100 000	154 100 000	38 525 000	288 650 400	1 473 824 360	15 842 504	123 770 345	1 902 087 609	1,59	2 056 187 609
Suède	p.m.	548 000 000	548 000 000	137 000 000	321 624 300	3 277 712 053	- 166 217 026	47 343 511	3 480 462 838	2,91	4 028 462 838
Royaume-Uni	p.m.	3 535 600 000	3 535 600 000	883 900 000	3 465 086 700	15 907 355 836	170 992 114	- 4 992 305 660	14 551 128 990	12,17	18 086 728 990
Total	p.m.	22 844 000 000	22 844 000 000	5 711 000 000	17 249 560 050	102 314 870 690	0	0	119 564 430 740	100,00	142 408 430 740

(1) p.m. (ressources propres + autres recettes = total des dépenses); (142 408 430 740 + 2 404 188 261 = 144 812 619 001 = 144 812 619 001).

(2) Total des ressources propres en pourcentage du RNB: (142 408 430 740) / (15 747 670 000 000) = 0,90 %; plafond des ressources propres en pourcentage du RNB: 1,20 %.

B. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES PAR LIGNE BUDGÉTAIRE

Titre	Intitulé	Budget 2018	Budget rectificatif n° 4/2018	Nouveau montant
1	RESSOURCES PROPRES	142 374 438 534	33 992 206	142 408 430 740
3	EXCÉDENTS, SOLDES ET AJUSTEMENTS	555 542 325		555 542 325
4	RECETTES PROVENANT DES PERSONNES LIÉES AUX INSTITUTIONS ET AUTRES ORGANISMES DE L'UNION	1 547 408 825		1 547 408 825
5	RECETTES PROVENANT DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF DES INSTITUTIONS	45 050 050		45 050 050
6	CONTRIBUTIONS ET RESTITUTIONS DANS LE CADRE DES ACCORDS ET PROGRAMMES DE L'UNION	110 000 000		110 000 000
7	INTÉRÊTS DE RETARD ET AMENDES	115 000 000		115 000 000
8	EMPRUNTS ET PRÊTS	6 186 061		6 186 061
9	RECETTES DIVERSES	25 001 000		25 001 000
	TOTAL GÉNÉRAL	144 778 626 795	33 992 206	144 812 619 001

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 1 1 — COTISATIONS ET AUTRES DROITS PRÉVUS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION COMMUNE DES MARCHÉS DANS LE SECTEUR DU SUCRE [ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT A), DE LA DÉCISION 2014/335/UE, EURATOM]

CHAPITRE 1 2 — DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT A), DE LA DÉCISION 2014/335/UE, EURATOM

CHAPITRE 1 3 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT B), DE LA DÉCISION 2014/335/UE, EURATOM

CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT C), DE LA DÉCISION 2014/335/UE, EURATOM

Article Poste	Intitulé	Budget 2018	Budget rectificatif n° 4/2018	Nouveau montant
	CHAPITRE 1 1			
1 1 0	<i>Cotisations à la production pour la campagne de commercialisation 2005/2006 et les années précédentes</i>	p.m.		p.m.
1 1 1	<i>Cotisations liées au stockage du sucre</i>	p.m.		p.m.
1 1 3	<i>Montants perçus sur la production du sucre C, de l'isoglucose C et du sirop d'inuline C non exportée, ainsi qu'au titre du sucre C et de l'isoglucose C de substitution</i>	p.m.		p.m.
1 1 7	<i>Taxe à la production</i>	p.m.		p.m.
1 1 8	<i>Montants uniques prélevés sur les quotas additionnels de sucre et sur les quotas supplémentaires d'isoglucose</i>	p.m.		p.m.
1 1 9	<i>Prélèvement sur l'excédent</i>	p.m.		p.m.
	CHAPITRE 1 1 – TOTAL	p.m.		p.m.
	CHAPITRE 1 2			
1 2 0	<i>Droits de douane et autres droits visés à l'article 2, paragraphe 1, point a), de la décision 2014/335/UE, Euratom</i>	22 844 000 000		22 844 000 000
	CHAPITRE 1 2 – TOTAL	22 844 000 000		22 844 000 000
	CHAPITRE 1 3			
1 3 0	<i>Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 2, paragraphe 1, point b), de la décision 2014/335/UE, Euratom</i>	17 249 560 050		17 249 560 050
	CHAPITRE 1 3 – TOTAL	17 249 560 050		17 249 560 050
	CHAPITRE 1 4			
1 4 0	<i>Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément à l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2014/335/UE, Euratom</i>	102 280 878 484	33 992 206	102 314 870 690
	CHAPITRE 1 4 – TOTAL	102 280 878 484	33 992 206	102 314 870 690

CHAPITRE 1 5 — CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES**CHAPITRE 1 6 — RÉDUCTION BRUTE DE LA CONTRIBUTION RNB ANNUELLE ACCORDÉE À CERTAINS ÉTATS MEMBRES**

Article Poste	Intitulé	Budget 2018	Budget rectificatif n° 4/2018	Nouveau montant
1 5 0	CHAPITRE 1 5			
	<i>Correction des déséquilibres budgétaires accordée au Royaume-Uni conformément aux articles 4 et 5 de la décision 2014/335/UE, Euratom</i>	0,—		0,—
	CHAPITRE 1 5 – TOTAL	0,—		0,—
1 6 0	CHAPITRE 1 6			
	<i>Réduction brute de la contribution RNB annuelle accordée à certains États membres conformément à l'article 2, paragraphe 5, de la décision 2014/335/UE, Euratom</i>	0,—		0,—
	CHAPITRE 1 6 – TOTAL	0,—		0,—
	Titre 1 – Total	142 374 438 534	33 992 206	142 408 430 740

TITRE 1
RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT C), DE LA DÉCISION 2014/335/UE, EURATOM

1 4 0 *Ressources propres fondées sur le revenu national brut conformément à l'article 2, paragraphe 1, point c), de la décision 2014/335/UE, Euratom*

Budget 2018	Budget rectificatif n° 4/2018	Nouveau montant
102 280 878 484	33 992 206	102 314 870 690

Commentaires

La ressource RNB est une ressource «complémentaire» destinée à fournir les recettes nécessaires à la couverture, lors d'un exercice particulier, des dépenses excédant le montant perçu grâce aux ressources propres traditionnelles, aux versements au titre de la TVA et aux autres recettes. De manière implicite, la ressource RNB assure toujours l'équilibre ex ante du budget général de l'Union.

Le taux d'appel de la ressource RNB est déterminé de façon à dégager le supplément de recettes nécessaire pour financer les dépenses budgétaires non couvertes par les autres ressources (versements au titre de la TVA, ressources propres traditionnelles et autres recettes). Un taux d'appel est donc appliqué au RNB de chacun des États membres.

Le taux à appliquer au revenu national brut des États membres pour cet exercice s'élève à 0,6497 %.

Bases légales

Décision 2014/335/UE, Euratom du Conseil du 26 mai 2014 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (JO L 168 du 7.6.2014, p. 105), et notamment son article 2, paragraphe 1, point c).

CHAPITRE 1 4 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE REVENU NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT C), DE LA DÉCISION 2014/335/UE, EURATOM (suite)

1 4 0 (suite)

États membres	Budget 2018	Projet de budget rectificatif n° 4/2018	Nouveau montant
Belgique	2 890 809 302	960 737	2 891 770 039
Bulgarie	327 153 687	108 727	327 262 414
République tchèque	1 164 205 255	386 914	1 164 592 169
Danemark	1 980 014 325	658 042	1 980 672 367
Allemagne	22 080 290 181	7 338 204	22 087 628 385
Estonie	149 899 055	49 818	149 948 873
Irlande	1 579 252 975	524 851	1 579 777 826
Grèce	1 222 535 415	406 300	1 222 941 715
Espagne	7 796 327 840	2 591 045	7 798 918 885
France	15 510 544 132	5 154 802	15 515 698 934
Croatie	313 884 433	104 317	313 988 750
Italie	11 366 777 555	3 777 655	11 370 555 210
Chypre	120 519 640	40 054	120 559 694
Lettonie	181 662 778	60 375	181 723 153
Lituanie	267 547 912	88 917	267 636 829
Luxembourg	256 355 105	85 197	256 440 302
Hongrie	805 033 241	267 546	805 300 787
Malte	67 938 841	22 579	67 961 420
Pays-Bas	4 776 834 052	1 587 541	4 778 421 593
Autriche	2 416 234 397	803 015	2 417 037 412
Pologne	3 040 568 715	1 010 508	3 041 579 223
Portugal	1 255 994 330	417 419	1 256 411 749
Roumanie	1 217 206 930	404 528	1 217 611 458
Slovénie	278 843 990	92 671	278 936 661
Slovaquie	562 415 679	186 914	562 602 593
Finlande	1 473 334 710	489 650	1 473 824 360
Suède	3 276 623 095	1 088 958	3 277 712 053
Royaume-Uni	15 902 070 914	5 284 922	15 907 355 836
<i>Total de l'article 1 4 0</i>	102 280 878 484	33 992 206	102 314 870 690

SECTION III
COMMISSION

COMMISSION

DÉPENSES

Titre	Intitulé	Budget 2018		Budget rectificatif n° 4/2018		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
01	AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES	2 208 268 036	2 153 674 136			2 208 268 036	2 153 674 136
	<i>Réserves (40 02 40, 40 02 41)</i>	130 185 000	25 000 000			130 185 000	25 000 000
		2 338 453 036	2 178 674 136			2 338 453 036	2 178 674 136
02	MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRE- NEURIAT ET PME	2 356 185 710	2 062 361 812			2 356 185 710	2 062 361 812
03	CONCURRENCE	109 841 980	109 841 980			109 841 980	109 841 980
04	EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION	14 504 772 962	12 207 667 532			14 504 772 962	12 207 667 532
	<i>Réserves (40 02 41)</i>	11 102 000	8 327 000			11 102 000	8 327 000
		14 515 874 962	12 215 994 532			14 515 874 962	12 215 994 532
05	AGRICULTURE ET DÉVEL- OPPEMENT RURAL	58 159 838 271	55 462 985 694			58 159 838 271	55 462 985 694
	<i>Réserves (40 02 41)</i>	1 800 000	1 350 000			1 800 000	1 350 000
		58 161 638 271	55 464 335 694			58 161 638 271	55 464 335 694
06	MOBILITÉ ET TRANSPORTS	4 007 575 953	2 267 065 045			4 007 575 953	2 267 065 045
07	ENVIRONNEMENT	498 283 862	350 533 612			498 283 862	350 533 612
	<i>Réserves (40 02 41)</i>	1 000 000	750 000			1 000 000	750 000
		499 283 862	351 283 612			499 283 862	351 283 612
08	RECHERCHE ET INNO- VATION	6 890 257 765	6 472 483 396			6 890 257 765	6 472 483 396
09	RÉSEAUX DE COMMUNI- CATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES	2 132 573 932	2 259 062 678			2 132 573 932	2 259 062 678
10	RECHERCHE DIRECTE	403 727 789	397 336 829			403 727 789	397 336 829
11	AFFAIRES MARITIMES ET PÊCHE	1 084 735 790	659 590 725			1 084 735 790	659 590 725
	<i>Réserves (40 02 41)</i>	46 565 000	43 302 703			46 565 000	43 302 703
		1 131 300 790	702 893 428			1 131 300 790	702 893 428
12	STABILITÉ FINANCIÈRE, SERVICES FINANCIERS ET UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX	94 563 454	94 367 704			94 563 454	94 367 704
13	POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE	39 909 728 476	34 230 153 557	33 992 206	33 992 206	39 943 720 682	34 264 145 763
14	FISCALITÉ ET UNION DOUANIÈRE	175 802 112	168 303 344			175 802 112	168 303 344

Titre	Intitulé	Budget 2018		Budget rectificatif n° 4/2018		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
15	ÉDUCATION ET CULTURE	3 806 105 904	3 502 751 391			3 806 105 904	3 502 751 391
	Réserves (40 01 40, 40 02 41)	42 785 652	33 226 000			42 785 652	33 226 000
		3 848 891 556	3 535 977 391			3 848 891 556	3 535 977 391
16	COMMUNICATION	213 021 691	211 969 691			213 021 691	211 969 691
17	SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	599 104 264	562 925 962			599 104 264	562 925 962
18	MIGRATION ET AFFAIRES INTÉRIEURES	2 637 400 839	2 257 961 158			2 637 400 839	2 257 961 158
19	INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE	816 917 462	705 331 155			816 917 462	705 331 155
	Réserves (40 01 40, 40 02 41)	23 750 000	8 673 000			23 750 000	8 673 000
		840 667 462	714 004 155			840 667 462	714 004 155
20	COMMERCE	115 924 575	114 524 575			115 924 575	114 524 575
21	COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DÉVELOPPEMENT	3 486 428 453	3 248 829 555			3 486 428 453	3 248 829 555
	Réserves (40 02 41)	6 250 000				6 250 000	
		3 492 678 453	3 248 829 555			3 492 678 453	3 248 829 555
22	VOISINAGE ET NÉGOCIATIONS D'ÉLARGISSEMENT	4 391 105 748	3 680 713 958			4 391 105 748	3 680 713 958
	Réserves (40 02 41)	70 000 000	35 000 000			70 000 000	35 000 000
		4 461 105 748	3 715 713 958			4 461 105 748	3 715 713 958
23	AIDE HUMANITAIRE ET PROTECTION CIVILE	1 189 000 497	1 195 508 750			1 189 000 497	1 195 508 750
	Réserves (40 02 41)	2 000 000	1 500 000			2 000 000	1 500 000
		1 191 000 497	1 197 008 750			1 191 000 497	1 197 008 750
24	LUTTE CONTRE LA FRAUDE	82 294 500	79 884 041			82 294 500	79 884 041
25	COORDINATION DES POLITIQUES DE LA COMMISSION ET CONSEIL JURIDIQUE	244 565 633	244 015 633			244 565 633	244 015 633
26	ADMINISTRATION DE LA COMMISSION	1 126 245 771	1 128 233 771			1 126 245 771	1 128 233 771
	Réserves (40 01 40)	5 915 694	5 915 694			5 915 694	5 915 694
		1 132 161 465	1 134 149 465			1 132 161 465	1 134 149 465
27	BUDGET	78 630 924	78 630 924			78 630 924	78 630 924
28	AUDIT	19 359 668	19 359 668			19 359 668	19 359 668
29	STATISTIQUES	144 068 650	130 593 650			144 068 650	130 593 650

COMMISSION

Titre	Intitulé	Budget 2018		Budget rectificatif n° 4/2018		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
30	PENSIONS ET DÉPENSES CONNEXES	1 899 409 800	1 899 409 800			1 899 409 800	1 899 409 800
31	SERVICES LINGUISTIQUES	398 802 462	398 802 462			398 802 462	398 802 462
32	ÉNERGIE	1 640 012 879	1 579 046 002			1 640 012 879	1 579 046 002
33	JUSTICE ET CONSOM- MATEURS	257 557 182	224 742 182			257 557 182	224 742 182
34	ACTION POUR LE CLIMAT	155 158 150	96 805 400			155 158 150	96 805 400
	<i>Réserves (40 02 41)</i>	500 000	375 000			500 000	375 000
		155 658 150	97 180 400			155 658 150	97 180 400
40	RÉSERVES	858 755 346	508 019 397			858 755 346	508 019 397
	Total	156 696 026 490	140 763 487 169	33 992 206	33 992 206	156 730 018 696	140 797 479 375
	<i>Dont réserves (40 01 40, 40 02 40, 40 02 41)</i>	341 853 346	163 419 397			341 853 346	163 419 397

TITRE 13
POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

Titre Chapitre	Intitulé	Budget 2018		Budget rectificatif n° 4/2018		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
13 01	DÉPENSES ADMINISTRATIVES DU DOMAINE POLITIQUE «POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE»	89 843 307	89 843 307			89 843 307	89 843 307
13 03	FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET AUTRES INTERVENTIONS RÉGIONALES	30 096 255 130	25 391 963 602			30 096 255 130	25 391 963 602
13 04	FONDS DE COHÉSION (FC)	9 418 157 040	8 480 393 602			9 418 157 040	8 480 393 602
13 05	INSTRUMENT D'AIDE DE PRÉADHÉSION — DÉVEL- OPPEMENT RÉGIONAL ET COOPÉRATION RÉGIONALE ET TERRITORIALE	92 853 894	80 306 941			92 853 894	80 306 941
13 06	FONDS DE SOLIDARITÉ	147 646 105	147 646 105	33 992 206	33 992 206	181 638 311	181 638 311
13 07	RÈGLEMENT RELATIF À L'AIDE	34 473 000	26 000 000			34 473 000	26 000 000
13 08	PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME STRUCTURELLE (PARS) — ASSISTANCE TECHNIQUE OPÉR- ATIONNELLE	30 500 000	14 000 000			30 500 000	14 000 000
	Titre 13 – Total	39 909 728 476	34 230 153 557	33 992 206	33 992 206	39 943 720 682	34 264 145 763

COMMISSION

TITRE 13
POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

CHAPITRE 13 06 — FONDS DE SOLIDARITÉ

Titre Chapitre Article Poste	Intitulé	CF	Budget 2018		Budget rectificatif n° 4/2018		Nouveau montant	
			Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
13 06	FONDS DE SOLIDARITÉ							
13 06 01	<i>Assistance aux États membres en cas de catastrophe naturelle majeure ayant de graves répercussions sur les conditions de vie, l'environnement naturel et l'économie</i>	9	147 646 105	147 646 105	33 992 206	33 992 206	181 638 311	181 638 311
13 06 02	<i>Assistance aux pays dont l'adhésion est en cours de négociation en cas de catastrophe naturelle majeure ayant de graves répercussions sur les conditions de vie, l'environnement naturel et l'économie</i>	9	p.m.	p.m.			p.m.	p.m.
	Chapitre 13 06 – Total		147 646 105	147 646 105	33 992 206	33 992 206	181 638 311	181 638 311

13 06 01 *Assistance aux États membres en cas de catastrophe naturelle majeure ayant de graves répercussions sur les conditions de vie, l'environnement naturel et l'économie*

Budget 2018		Budget rectificatif n° 4/2018		Nouveau montant	
Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
147 646 105	147 646 105	33 992 206	33 992 206	181 638 311	181 638 311

Commentaires

Le présent article est destiné à enregistrer les crédits résultant de la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne en cas de catastrophe majeure ou régionale dans les États membres. Une assistance devrait être fournie en cas de catastrophe naturelle aux États membres concernés; dans ce cas, les fonds alloués devraient être utilisés dans un certain délai et les États bénéficiaires devraient rendre compte de l'utilisation qu'ils en ont fait. Il importe de recouvrer les aides octroyées pour financer des dépenses qui ont ultérieurement été récupérées auprès de tiers, selon le principe du «pollueur-payeur» par exemple, ainsi que les aides accordées en excédent de l'estimation définitive des dommages.

À l'exception du paiement de l'avance, l'affectation des crédits sera réalisée par des virements de crédits issus de la réserve ou, en cas d'insuffisance de crédits dans la réserve, par un budget rectificatif simultanément à la décision de mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne.

Bases légales

Règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne (JO L 311 du 14.11.2002, p. 3).

Règlement (UE, Euratom) n° 1311/2013 du Conseil du 2 décembre 2013 fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 (JO L 347 du 20.12.2013, p. 884), et notamment son article 10.

ISSN 1977-0693 (édition électronique)
ISSN 1725-2563 (édition papier)



Office des publications de l'Union européenne
2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR